10 août	— Arrêté no 329/MFE/CR accordant une majoration pour famille nombreuse à M. Edarh Jean	395
10 août	— Arrêté no 330/MFE/CR accordant une majoration pour famille nombreuse à M. Ayité Bernard	395
10 août	— Arrêté no 331/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Bouraima Séidou	395
	Arrêté portant nomination	395

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Arrêté portant nomination	395
-------------------------------------	-----

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1973

24 juil.	— Arrêté no 521/MFP portant promotion dans le corps du personnel de la statistique générale	395
24 juil.	— Arrêté no 522/MFP portant promotion dans le corps du personnel médical de la santé publique.	395
24 juil.	— Arrêté no 523/MFP portant promotion dans le corps du personnel des postes et télécommunications	395
	Arrêtés et décisions portant intégrations, admission dans divers corps de la fonction publique, titularisations, passages automatiques d'échelon, révision de situation administrative, changements de corps, rappels à l'activité, détachements, mise en disponibilité, radiation, constatation d'absences irrégulières, reprise de fonctions, changement d'emploi, incarcération, acceptation de démissions, classements, cessation définitive de fonctions pour limite d'âge, licenciements, additif et rectificatifs à de précédents arrêtés portant suspension de fonctions, admission à la retraite, titularisations et intégration	395

MINISTERE DU PLAN

1 ^{er} août	— Décision no 75/SEP-CIP/SFCEP portant autorisation de virement d'une somme au nom du trésorier-payeur	409
1 ^{er} août	— Décision no 76/SEP-CIP/SFCEP portant autorisation de virement d'une somme en faveur de la société WAAGNER AKTIENGESSELLSCHAFT à VIENNE (Autriche)	410

MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE

Arrêtés portant nominations	410
---------------------------------------	-----

DIVERS

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Arrêtés portant mise en débat et approbation de rôles.	410
--	-----

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES ET DES TRANSPORTS

1973

9 août	— Arrêté no 30/MTP/TP/AAU portant approbation d'un projet de lotissement d'un terrain appartenant aux héritiers de feu Tokodo Agbodan, objet du titre foncier no 8242 sis à Lomé-Tokoin	412
--------	---	-----

9 août	— Arrêté no 31/MTP/TP/AAU portant approbation du projet de lotissement du sieur Ayivon Aziangbede, sis à Lomé-Tokoin	412
9 août	— Arrêté no 32/MTP/TP/AAU portant approbation du projet de lotissement d'un terrain appartenant au sieur Akoe Saba sis à Lomé-Tokoin (route d'Adakpamé	412

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1973

1 ^{er} août	— Arrêté no 556/MFP portant ouverture d'un concours professionnel d'accès à de divers cadres de la statistique générale.	412
1 ^{er} août	— Arrêté no 557/MFP portant ouverture d'un concours professionnel d'accès à de divers cadres de l'agriculture	413

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Récépissé de déclaration d'association « Amicale des anciens élèves du Collège et du Lycée de Lomé (Amecol) »	414
Avis nécrologique	414

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ORDONNANCES

ORDONNANCE No 26 du 27 juillet 1973 autorisant la République togolaise à avaliser, en faveur de la compagnie énergie électrique du Togo, un crédit de 4 millions de francs français.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances nos 1 et 2 du 14 janvier 1967;
Vu les ordonnances nos 15 et 16 du 14 avril 1967;
Vu la lettre no 47/CEET du 22 janvier 1973;
Sur proposition du ministre des finances et de l'économie;
Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier. — La République togolaise est autorisée à avaliser à concurrence de 4.000.000 francs français soit 200.000.000 de francs cfa, le crédit sollicité par la compagnie énergie électrique du Togo et destiné au financement de l'achat d'un groupe électrogène pour le renforcement de la centrale de Lomé.

Le ministre des finances et de l'économie est autorisé à signer les conventions d'aval nécessaires à cette fin à savoir :

— Prêt consenti par la caisse centrale de coopération 2.000.000 ff. soit 100.000.000 fefa

— Crédit fournisseur 2.000.000 ff. soit 100.000.000 fefa

Article 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 27 juillet 1973

Général E. Eyadema

ORDONNANCE No 27 du 3 août 1973 autorisant la ratification de l'accord de coopération en matière d'information entre la République togolaise et la République du Ghana, signé à Accra le 30 mars 1973.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères;

Vu l'ordonnance no 1 du 14 janvier 1967;

Vu l'ordonnance no 15 du 14 avril 1967 portant désignation du Président de la République;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier. — Est autorisée la ratification de l'accord de coopération en matière d'information entre la République togolaise et la République du Ghana, signé à Accra le 30 mars 1973.

Article 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 3 août 1973

Général Etienne Eyadema

ORDONNANCE No 28 du 3 août 1973 autorisant la ratification de l'accord de coopération sportive entre la République togolaise et la République du Ghana, signé à Accra le 30 mars 1973.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères;

Vu l'ordonnance no 1 du 14 janvier 1967;

Vu l'ordonnance no 15 du 14 avril 1967 portant désignation du Président de la République;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier. — Est autorisée la ratification de l'accord de coopération sportive entre la République togolaise et la République du Ghana, signé à Accra le 30 mars 1973.

Article 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 3 août 1973

Général Etienne Eyadema

ORDONNANCE No 29 du 3 août 1973 portant ratification de l'accord de commerce entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République du Ghana, signé à Accra le 30 mars 1973.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères;

Vu l'ordonnance no 1 du 14 janvier 1967;

Vu l'ordonnance no 15 du 14 avril 1967 portant désignation du Président de la République;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier. — Est autorisée la ratification de l'accord de commerce entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République du Ghana, signé à Accra le 30 mars 1973.

Article 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 3 août 1973

Général Etienne Eyadema

ORDONNANCE No 30 du 3 août 1973 autorisant la ratification de l'accord de coopération dans le domaine de la santé entre la République togolaise et la République du Ghana, signé à Accra le 30 mars 1973.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères;

Vu l'ordonnance no 1 du 14 janvier 1967;

Vu l'ordonnance no 15 du 14 avril 1967 portant désignation du Président de la République;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier. — Est autorisée la ratification de l'accord de coopération dans le domaine de la santé entre la République togolaise et la République du Ghana, signé à Accra le 30 mars 1973.

Article 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 3 août 1973

Général Etienne Eyadema

ORDONNANCE No 31 du 3 août 1973 autorisant la ratification de l'accord portant création de la commission permanente ghanéo-togolaise de coopération, signé à Accra le 30 mars 1973.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères;

Vu l'ordonnance no 1 du 14 janvier 1967;

Vu l'ordonnance no 15 du 14 avril 1967 portant désignation du Président de la République;

Le conseil des ministres entendu,